



ACTIONS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET LOCAL – STRATÉGIES

TABLE DES MATIÈRES

Le développement économique et local	1
Évaluation des besoins locaux	2
Chômage des jeunes	3
Obstacles à l'entrepreneuriat	5
Freins au développement agricole et à l'augmentation des revenus issus de l'agriculture	7
Manque de ressources pour lutter contre l'extrême pauvreté	10
Ressources du Rotary	12
Suggestions de lecture	12
Glossaire	13

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET LOCAL

Le développement économique et local compte parmi les six axes stratégiques du Rotary.

Chômage, sous-emploi, manque de formation, absence de perspectives économiques mais aussi de protection sociale constituent les principales causes de la pauvreté. Pour les personnes vulnérables, l'emploi est le seul moyen d'améliorer leur quotidien. La création d'emplois de qualité est donc essentielle pour instaurer des conditions économiques et sociales durables ainsi que pour venir à bout de la pauvreté, notamment chez les femmes, les personnes handicapées, les jeunes et les personnes en situation d'extrême pauvreté¹.

Tout comme pour les stratégies en matière d'éducation et de santé, la réduction de la pauvreté passe par des politiques qui favorisent la génération de revenus et qui soutiennent le développement des entreprises. Les chiffres, dans ce domaine, sont éloquentes.

- ↪ Toute augmentation de 1 % du revenu agricole par habitant se traduit par une réduction de 0,6 à 1,8 % du nombre de personnes vivant dans une pauvreté extrême².
- ↪ Plusieurs études illustrent clairement le lien entre l'accès au microcrédit et une baisse de la vulnérabilité en raison d'un moindre risque de variabilité des revenus ou de la consommation³.
- ↪ Au Nigeria, un investissement de 1 % dans l'éducation ou la formation se traduit par une baisse de 66 % de la pauvreté⁴.
- ↪ Les femmes qui travaillent dans les secteurs à faible valeur ajoutée n'ont pas les compétences suffisantes pour accéder aux secteurs à plus forte valeur ajoutée. Plusieurs pays, tels que Singapour, Taïwan ou la Malaisie, ont montré que le développement de la formation professionnelle est une condition préalable à la transition vers ces secteurs à forte valeur ajoutée⁵.

D'immenses progrès ont été accomplis pour réduire la pauvreté dans le monde. Selon la Banque mondiale, 1,92 million de personnes vivaient avec moins de 1,25 dollars par jour en 1990 contre 1 million en 2011. En 2015, plusieurs objectifs du Millénaire pour le développement ont également été atteints. En dépit d'importantes avancées dans de nombreux secteurs, des besoins pressants subsistent. L'adoption des Objectifs de développement durable des Nations Unies a permis de formuler une nouvelle feuille de route soulignant les derniers obstacles à l'éradication de la pauvreté :

- ↪ Près de 202 millions de personnes étaient sans emploi en 2013⁶, dont 74,5 millions âgées de 15 à 24 ans⁷.
- ↪ L'agriculture est la principale source de revenus et d'emplois pour 70 % des populations pauvres des zones rurales⁸.
- ↪ Les disparités hommes-femmes dans l'emploi persistent. En 2012, l'écart entre les hommes et les femmes dans le taux d'emploi de l'ensemble de la population était de 24,8 %⁹.

Partout dans le monde, les Rotary clubs œuvrent avec des partenaires locaux pour favoriser le développement économique local. **Les membres du Rotary agissent localement en fonction des besoins et des possibilités.** Cette publication vous propose des pistes de réflexion pour que vous puissiez identifier les besoins et avoir le plus grand impact avec le temps, l'énergie et les ressources dont vous disposez.

ÉVALUER LA COLLECTIVITÉ

Toute action doit débiter par une évaluation précise des besoins et des ressources de la collectivité pour en identifier les forces et les faiblesses et pour définir la stratégie à adopter. Cette évaluation préalable, souvent menée en coopération avec des partenaires, doit tenir compte de la dynamique historique, culturelle et sociale de la population concernée. Les actions à fort impact débutent toujours par cette concertation avec les acteurs locaux, qui favorise l'adhésion et la responsabilisation de chacun et qui offre un cadre de travail avec des objectifs et résultats précis.

L'objectif de l'évaluation est de mettre en place l'action la mieux adaptée et d'en assurer la durabilité. Le document **Outils d'évaluation de la collectivité** vous aidera dans cette première démarche.

Évitez de tomber dans l'écueil qui consiste à avoir une idée précise des besoins, surtout si vous faites partie de cette collectivité. Entretenez-vous avec les différents acteurs locaux pour qu'ils vous expliquent directement leurs problèmes. Le but est d'identifier des activités qui répondent aux besoins exprimés et de générer un fort enthousiasme des habitants pour obtenir leur appui et leur adhésion.

Durant l'évaluation, posez des questions ouvertes et tentez d'identifier les points forts et les défis à relever. Elle doit faire appel aux méthodes suivantes :

- ➔ Créer des groupes de réflexion avec les acteurs locaux (entrepreneurs, chômeurs, femmes, jeunes, décideurs) pour cerner leurs atouts et leurs besoins.
- ➔ Aider les habitants à exprimer ce qu'ils ressentent comme étant le besoin le plus pressant.
- ➔ Demander à chaque groupe de réflexion de hiérarchiser leurs atouts et leurs besoins.

- ➔ Animer une réunion d'information pour déterminer les forces et les faiblesses. Ouvrir un débat sur la façon dont les habitants peuvent participer à la solution grâce aux points forts qu'ils ont identifiés.
- ➔ Recueillir des points de vues divers issus d'un large spectre d'habitants.
- ➔ Collaborer avec la population pour déterminer les objectifs à long terme de l'action ainsi que les résultats escomptés.
- ➔ S'entretenir avec les administrations locales pour explorer d'éventuels partenariats.
- ➔ Identifier les entités qui pourraient constituer des partenaires viables (entreprises, associations, etc.).

Veillez à identifier les possibilités de développement des compétences et pas uniquement le manque de matériel. Lors des discussions avec des décideurs locaux, des femmes et des jeunes, posez des questions qui vont permettre de dessiner des solutions suffisamment larges pour englober l'ensemble des composantes de la collectivité. La hiérarchisation des besoins et l'élaboration en commun des solutions aident également à concevoir des actions durables.

Enfin, n'oubliez pas d'évaluer les ressources dont disposent souvent les collectivités pour répondre elles-mêmes à leurs besoins. Il suffit parfois d'orienter une discussion ou de réunir les différents acteurs pour entamer ce processus. Durant vos entretiens individuels ou en groupe, demandez s'ils connaissent des personnes ou des entités compétentes pour répondre aux problématiques identifiées. Cela permettra d'éviter les doublons et de vous concentrer sur les difficultés que la collectivité ne peut résoudre seule.

RÉPONDRE AUX BESOINS

Si votre évaluation a fait apparaître des lacunes dans le domaine du développement économique local, elles entrent sans doute dans l'une des catégories suivantes :

- Chômage des jeunes
- Obstacles à l'entrepreneuriat
- Freins au développement agricole et à l'augmentation des revenus issus de l'agriculture
- Manque de ressources pour lutter contre l'extrême pauvreté

Si, dans le cas contraire, l'évaluation a mis au jour des besoins prioritaires autres que sociaux et économiques, vos efforts n'en auront pas pour autant été vains. Vous avez sans doute épargné beaucoup de temps et de travail pour une action qui n'était pas forcément utile et qui seraient mieux utilisés ailleurs.

Pour chacune des catégories ci-dessus, nous proposons des stratégies durables ainsi que des études de cas pour vous aider à développer votre projet.

CHOMÂGE DES JEUNES

Dans le monde, plus de 74,5 millions de jeunes (15 à 24 ans) étaient sans emploi en 2013¹⁰. Donner à cette population les compétences nécessaires à l'emploi améliore ses chances de trouver sa place dans le secteur professionnel.

La formation joue un rôle prépondérant dans l'emploi des jeunes et la réduction de la pauvreté. Elle peut inclure une composante de développement des capacités de prise de décision, qui aidera les jeunes à accéder au marché du travail, à accroître leur productivité et à contribuer à la croissance économique. Mais l'accessibilité à ces possibilités de formation par les populations défavorisées et leur traduction en améliorations de leurs moyens de subsistance restent une gageure. Pourtant, soutenir ces formations qualificatives est une priorité pour mettre fin à la pauvreté et créer une main d'œuvre productive.

DONNÉES À PRENDRE EN COMPTE AVANT DE PRÉPARER UNE ACTION

- ➡ Quel est le marché du travail local ? Existe-t-il des offres d'emploi ?
- ➡ Quelles formations sont disponibles localement ?
- ➡ De quelles compétences les chômeurs ont-ils besoin pour devenir concurrentiels ?
- ➡ Éviter de mettre en place des formations inutiles.

- ➡ Comment mettre en valeur ces nouvelles compétences sur le marché de l'emploi (stages/apprentissages, mentorat) ?
- ➡ Membres des Rotary clubs locaux disposés à suivre les participants au programme

Des bourses d'études supérieures financées par des subventions mondiales peuvent être décernées à des professionnels souhaitant étendre leurs qualifications. Consultez les principes généraux des axes stratégiques pour plus d'informations.

STRATÉGIE : FORMER LES JEUNES ET LES ACCOMPAGNER SUR LE MARCHÉ DE L'EMPLOI

Les formations, qu'elles soient qualificatives ou simplement liées à l'acquisition de compétences de leadership, peuvent se dérouler dans un contexte formel, informel, voire sur le lieu de travail. L'objectif est qu'elles permettent aux participants de s'engager pleinement dans le processus de recherche d'emploi ou de création d'entreprise. Ces formations doivent correspondre aux exigences de l'économie locale ainsi qu'à ses débouchés. Si elles visent la création d'emplois, elles doivent inclure un maillage local avec les entreprises avec la possibilité d'apprentissages, de stages ou autres dispositifs d'aide à l'entrée sur le marché du travail¹¹.

Pour surmonter les barrières culturelles ou le manque d'intérêt pour le programme de formation, faites appel aux principaux acteurs locaux. Outre la flexibilité qui

les caractérisera, les formations devront répondre aux besoins et aux attentes des participants. L'ensemble du matériel sera adapté à la région et la participation de formateurs locaux et d'habitants marginalisés (handicapés, personnes en situation d'extrême pauvreté, etc.) sera tout aussi importante. Le secteur privé devrait être invité à participer à l'élaboration et à l'enseignement des formations pour en assurer la qualité et l'adéquation avec le marché du travail¹².

Si le programme de formation nécessite du matériel ou des outils, budgétisez les coûts d'exploitation et de maintenance pendant la phase de conception de l'action. L'élaboration d'un tel budget, même modeste, permet d'estimer la valeur qu'accorde la collectivité à ce programme. Les femmes doivent être encouragées à participer aux discussions concernant les professions généralement occupées par les hommes, et vice-versa.

ÉTUDE DE CAS :

ACTION DE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES ET DE MICROCRÉDIT EN ÉQUATEUR

Les Rotary clubs de Quito Occidente, en Équateur, et de Marin Evening, en Californie, ainsi que 64 clubs de sept districts ont réuni des fonds, établi des partenariats et mobilisé la population locale pour mettre en place des formations dans la province d'Esmeraldas, en Équateur. Grâce au modèle de coopérative Grameen et à un partenariat avec l'association FUDECE, des femmes défavorisées bénéficient de microcrédits et de formations pour lancer ou développer leur petite entreprise. **Cette action** donne à ces femmes les moyens de l'autosuffisance, rompant ainsi le cercle de la pauvreté.

Une enquête réalisée auprès des bénéficiaires du microcrédit a mis en lumière plusieurs besoins en matière de formation, notamment celui d'un centre d'apprentissage. Sa création a abouti à la mise en place d'une palette de cours qui répondent aux différents besoins de la collectivité.

Les organisations partenaires jouent un rôle essentiel dans le succès de cette action. L'organisme de microfinancement FUDECE et la coopérative Grameen ont participé à l'organisation et à la mise en œuvre de l'action et du programme de prêts ainsi qu'au suivi. La FUDECE assure également la gestion du centre d'apprentissage et le recrutement des formateurs.

Plus de 250 microcrédits ont déjà été accordés. Le centre, qui propose des cours de gestion et de qualification professionnelle, a aidé plus de 270 personnes à acquérir des compétences diverses, allant de la couture à la cuisine en passant par la gestion de petites entreprises.



Une récipiendaire d'un micro-prêt montre un article qu'elle a confectionné dans son atelier de couture.

OBSTACLES À L'ENTREPRENEURIAT

Pour des millions d'individus en difficulté, qui ne disposent ni de garantie, ni d'un revenu régulier et dont la solvabilité est incertaine, la microfinance a ouvert l'accès aux services financiers de base, qui restent encore hors d'atteinte pour près de 3 milliards de personnes¹³. Ces petits prêts à faible taux d'intérêt constituent le capital de départ tant nécessaire pour démarrer, stabiliser et développer une entreprise génératrice de revenus. L'accès aux services financiers de base aide les populations à devenir autonomes et a montré son utilité pour rompre le cycle de la pauvreté dans les zones urbaines et rurales. Les actions qui ciblent l'entrepreneuriat doivent être fondées sur des évaluations qui auront mis en lumière le besoin de plus grandes possibilités d'entreprises commerciales.

- Tenir compte des engagements en termes de temps et de ressources. Complexes, les actions de microfinancement s'étendent généralement sur plusieurs années en raison des risques liés au prêt et au recouvrement des échéances. Les clubs auront tout intérêt à travailler avec un organisme de microfinancement de confiance pour assurer la durabilité de l'action et les responsabilités.

Existe-t-il, sur place, des organismes capables d'apporter leur concours au programme de prêts ou de formation en gestion ? Des banques ou des associations de microfinancement de confiance, des associations de femmes, des agences publiques ou des ONG ?

? DONNÉES À PRENDRE EN COMPTE AVANT DE PRÉPARER UNE ACTION

- Identifier les entrepreneurs à fort potentiel. Dresser, avec les acteurs locaux, une liste de personnes intéressées par la création (ou l'expansion) d'une entreprise.
- Choisir un organisme de microfinancement attaché au développement des compétences, à la réduction de la pauvreté et à la cohésion sociale.
- Traiter les grandes problématiques locales, qu'elles soient technologiques, financières ou culturelles.
- Mettre en place les réseaux nécessaires. La population bénéficiera-t-elle le plus d'un apprentissage individualisé ou d'un système de mentorat assuré par des professionnels locaux ? Étudier les diverses options et demander l'avis de la population.
- Sélectionner l'approche pédagogique. Pour quels types de commerces les besoins se font-ils le plus ressentir et quels sont ceux ayant le plus de chance d'être prospères ? Quelles compétences sont requises pour lancer ces entreprises ? Des formations ont-elles déjà été dispensées dans le passé ? Quel en est le bilan ?

? LES APPROCHES DU MICROFINANCEMENT

- LES PRÊTS DE GROUPE : Les différents emprunteurs sont tenus de former un groupe dont chaque membre est solidairement responsable de l'emprunt des autres. Pour garantir le remboursement, la banque compte sur l'esprit de communauté.
- LES PRÊTS INDIVIDUELS : De montants plus élevés, ces prêts sont accordés sans garantie collective et à des conditions plus souples.

+ STRATÉGIE : PROPOSER DES MICROCRÉDITS ET DES COURS DE GESTION AUX FEMMES ENTREPRENEURS

Les femmes réalisent 66 % du travail dans le monde et produisent 50 % des denrées alimentaires, pourtant elles ne gagnent que 10 % des revenus et ne sont propriétaires que de 1 à 2 % des propriétés¹⁴. Globalement, elles investissent leurs gains dans leur famille à un taux effarant de 80 %, soit le double des hommes salariés¹⁵. Les programmes de microcrédits peuvent être bénéfiques aussi bien dans les régions rurales qu'urbaines. Dans les zones rurales, les entrepreneurs empruntent pour acquérir du bétail ou du fourrage, mais aussi du matériel ou pour ouvrir des échoppes d'artisanat. Dans les villes, les microcrédits servent à des fins multiples et variées : boutiques, commerces de rue ou d'artisanat.

Si vous faites une demande de subvention mondiale pour un programme d'entrepreneuriat, ajoutez le supplément concernant le microcrédit. Si vous envisagez d'utiliser la subvention comme capital de départ pour des prêts, nous vous recommandons de passer un accord avec un organisme de microfinancement qui deviendra ainsi l'institution locale de référence pour ces crédits.

- Fournir aux bénéficiaires de prêts les conseils et les formations nécessaires pour les aider à élaborer leur business plan et à développer leurs compétences de gestionnaires.
- Soutenir les bénéficiaires et devenir un mentor tout au long du processus en prodiguant, par exemple, ses conseils dans les domaines de l'épargne ou du marketing.
- Investir pour apporter les capitaux de départ, à un taux d'intérêt raisonnable et avec un plan de remboursement permettant d'assurer la réussite de l'entreprise.

Objectifs des programmes de microcrédits :

- Recruter des femmes au potentiel d'entrepreneur. Ceci implique éventuellement de forger des partenariats avec des associations locales de femmes.
- Encourager l'épargne comme système initial de microcrédit personnel.

CONSEIL : renforcez la valeur du mentorat et encouragez les anciens bénéficiaires de tels microcrédits à jouer, à leur tour, le rôle de mentor auprès des jeunes entrepreneurs.

ÉTUDE DE CAS : DES MICROCRÉDITS EN FAVEUR DE FEMMES AU GUATEMALA

La plupart des femmes des campagnes guatémaltèques n'ont pas de garantie pour obtenir un prêt des banques traditionnelles. Le club de Guatemala de la Ermita a trouvé la parade à cet obstacle en s'associant à l'*Instituto de Enseñanza para el Desarrollo Sostenible* (IEPADES, Institut de développement durable) et en demandant une subvention à la Fondation. L'objectif : mettre en place des cours d'alphabétisation et de gestion pour autonomiser les femmes. Environ 400 d'entre elles, organisées en une vingtaine de groupes, ont pu bénéficier de cette formation. Elles sont devenues les propres financiers de leurs microcrédit, puisque les membres du groupe mutualisent leur épargne afin d'octroyer des prêts pour assurer le capital de départ d'autres commerces prometteurs.

Avec l'aide du club d'Oakland, en Californie, et l'association IEPADES, le club guatémaltèque a utilisé une subvention de la Fondation Rotary pour former quelques-unes de ces femmes pour qu'à leur tour elles puissent conseiller d'autres personnes. Elles leur enseignent les fondements des mathématiques, de l'écriture et de la gestion, ce qui génère des revenus qui sont réinvestis dans d'autres entreprises de femmes. Le programme crée ainsi un maillage entre les habitantes qui rompt le cycle de la pauvreté.



L'expansion du groupe et de ses revenus en a fait un pilier de la formation dans le village. Le groupe y déploie ses cours et ses activités de conseils en développement de petites entreprises, tissant un véritable tissu social et économique entre ces femmes.

FREINS AU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ET À L'AUGMENTATION DES REVENUS ISSUS DE L'AGRICULTURE

En 2013, environ 842 millions de personnes dans le monde souffraient de faim chronique, 98 % d'entre elles vivant dans les régions en développement¹⁶. D'ici à 2050, environ 70 % de la population mondiale sera urbaine, contre 49 % aujourd'hui¹⁷. Les niveaux de revenus seront également supérieurs. Pour répondre aux besoins futurs d'une population plus nombreuse, plus urbaine et globalement plus riche, la production alimentaire doit augmenter de 70 %¹⁸. Pour soutenir et accélérer leur croissance agricole, il sera essentiel d'identifier les atouts et les problématiques au niveau local et de mettre en place des plans d'intervention bien ciblés.

DONNÉES À PRENDRE EN COMPTE AVANT DE PRÉPARER UNE ACTION

Les actions à caractère agricole qui sont couronnées de succès reposent sur des évaluations détaillées et aboutissent à des revenus plus élevés et plus stables issus de l'agriculture. La participation de la population est donc essentielle pour atteindre ces résultats durables. Des efforts concertés pour changer le comportement des agriculteurs sont sans doute tout aussi importants. Dans le cas d'une action visant à créer des parcelles de démonstration et un programme de formation d'animateurs, des plans détaillés de mise en œuvre et de contrôle devront être établis.

Moyens d'atteindre ces résultats :

- Augmentation des investissements agricoles
- Augmentation des capacités de collecte d'eau et d'irrigation
- Instauration (ou expansion) d'activités coopératives
- Utilisation d'intrants plus efficaces (variétés, engrais, etc.)
- Adoption de nouvelles technologies et méthodes de culture
- Baisse du prix des intrants
- Hausse du prix des productions
- Mise en place de systèmes de production réduisant les risques
- Amélioration des conteneurs de stockage pour les produits agricoles

Obstacles	Interventions possibles
Manque de capitaux	<ul style="list-style-type: none"> • Microcrédits, épargne, banques locales ou coopératives agricoles
Main d'œuvre non-qualifiée	<ul style="list-style-type: none"> • Formations (sur outils/matériel, graines alternatives, engrais, engrais organiques)
Pratiques périmées	<ul style="list-style-type: none"> • Formation sur des pratiques, du matériel et des outils plus récents et plus productifs • Parcelles de démonstration avec des méthodes de culture modernes

Obstacles	Interventions possibles
Pénurie/dégradation des terres	<ul style="list-style-type: none"> • Associations et coopératives • Amélioration de la productivité • Cultures avec une plus forte valeur de marché • Amélioration des pratiques culturales • Diversification des activités (par ex. élevage, hausse des activités autres que de culture)
Manque d'accès aux marchés	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place de partenariats avec des agriculteurs voisins pour vendre de plus grandes quantités sur de grands marchés • Création d'associations et de coopératives • Préservation et traitement des récoltes pour un usage futur • Stockage novateur des denrées agricoles
Stockage de l'eau	<ul style="list-style-type: none"> • Meilleure utilisation de l'eau • Amélioration du captage des eaux • Nouvelles installations de stockage • Irrigation à partir de forages et de puits
Connaissance limitée des marchés	<ul style="list-style-type: none"> • Études de faisabilité, marchés alternatifs et formations sur les débouchés locaux

L'implication de l'ensemble des acteurs et l'association de plusieurs de ces méthodes renforceront la durabilité à très long terme de l'action.

Quelle que soit la solution, évitez la simple livraison de matériel ou d'infrastructures/équipements qui ne peuvent être achetés ou réparés sur place. Le développement des compétences locales et la participation des habitants à la conception, à la mise en œuvre mais aussi à l'évaluation de l'action sont essentiels pour garantir la croissance à long terme des revenus des agriculteurs.

ÉTUDE DE CAS :

AMÉLIORATION DES PRATIQUES CULTURALES DURABLES AU CAMEROUN

Dans l'ouest du Cameroun, la forte dégradation des sols a fait chuter les récoltes et les revenus des agriculteurs. Avec une subvention du Rotary et en association avec la *Sustainable Livestock Foundation*, le club de Bafoussam et des clubs du district 7080 (Canada) se sont donné pour objectif d'accroître les revenus nets des familles agricoles, notamment des femmes et des jeunes hommes. Mise en œuvre à Koung-Khi, Menoua et Mifi, dans l'ouest du Cameroun, l'action portait plus particulièrement sur les pratiques d'agriculture biologique :

- Amendement des sols par l'application d'un fumier de volaille
- Maîtrise de l'érosion des sols
- Amélioration de la production par l'utilisation de variétés supérieures de graines
- Hausse des revenus par une meilleure commercialisation des récoltes

Les agriculteurs intéressés par cette formation ont versé un droit d'inscription nominal. Répartis en groupes de 25 et aidés d'un technicien agricole, les groupes ont été formés aux pratiques et aux stratégies leur permettant d'améliorer leur production de 30 %. Les participants ont accepté de payer 30 % du coût du matériel agricole utilisé durant la formation.

La deuxième phase de cette action prévoit un apprentissage individualisé dès réception des nouvelles variétés de graines.



Les habitants de Bandjoun participent à un atelier sur les pratiques culturales.

MANQUE DE RESSOURCES POUR LUTTER CONTRE L'EXTRÊME PAUVRETÉ

Ces trois dernières décennies ont été marquées par une baisse significative de l'extrême pauvreté dans le monde. En 1981, plus de la moitié des habitants des pays en développement vivaient avec moins de 1,25 dollars par jour. Malgré la chute de ce taux – 21 % en 2010 – 1,2 milliard de personnes vivent encore dans une pauvreté extrême. Pour mettre fin à cette situation d'ici à 2030, les Rotariens doivent identifier les personnes pauvres et les aider à sortir de cette situation et à décider de leur avenir¹⁹. Les actions portant sur des villages entiers adoptent une démarche holistique pour lutter contre l'extrême pauvreté là où les besoins humains fondamentaux ne sont pas appliqués. Avec la participation active de la population, ces actions investissent dans les compétences de leader de certains habitants pour instaurer une stratégie à volets multiples mais néanmoins coordonnée. L'objectif ultime est d'accroître l'autosuffisance des individus et des familles et de les aider à redynamiser leur collectivité en réduisant l'extrême pauvreté.

Une **Unité de développement communautaire** regroupe des non-Rotariens organisés en comité d'action. Parrainées par un Rotary club, ces unités sont un trait d'union entre la population locale et les clubs partenaires. Elles les renseignent sur la collectivité, les difficultés qu'elle rencontre mais aussi ses points forts, et elles contribuent au suivi et à l'évaluation.

DONNÉES À PRENDRE EN COMPTE AVANT DE PRÉPARER UNE ACTION

Les actions fondées sur le modèle de l'adoption d'un village entier peuvent être une vraie réussite à condition que l'ensemble des habitants soient intégrés dans le processus et qu'ils fixent les objectifs à atteindre. Les données locales et nationales auront montré le manque d'opportunités pour les habitants, mais aussi l'absence d'infrastructures et de systèmes de prise de décision.

Les actions basées sur le modèle « adopter un village » sont destinées à des populations extrêmement pauvres et isolées dont l'accès à la formation, à l'information, à l'éducation de base, à l'eau et à l'assainissement est limité. Ce modèle n'est pas adapté aux autres types de collectivité. Le principal objectif est de donner les moyens à une population d'atteindre l'autosuffisance sur une période déterminée.

STRATÉGIE : ADOPTER UN VILLAGE

Les évaluations menées dans la collectivité doivent aboutir : 1) à un éventaire des ressources disponibles, 2) à une liste des résultats escomptés et 3) à une énumération des activités prioritaires qui seront débattues publiquement. Chaque action de ce type doit être unique et cibler des résultats précis approuvés par la population.

Les actions basées sur le modèle « adopter un village » présentent les caractéristiques suivantes :

- Une approche holistique face à des problèmes complexes comme l'extrême pauvreté, avec une solution intégrée
- Des initiatives dans lesquelles tous les composants de l'action se déroulent au sein d'un même village/localité
- Un processus géré par la collectivité bénéficiaire, depuis la conception jusqu'à la phase finale d'évaluation
- Une collaboration avec les chefs de gouvernement locaux et les institutions partenaires
- Le choix, par chaque collectivité, des décideurs locaux qui suivront une formation leur permettant de suivre le projet
- Des formations conçues en fonction des besoins et des priorités locales
- L'opportunité de réunir différents secteurs de la collectivité pour faire émerger des idées ciblées et novatrices

Dans ce type d'action, la population assume un rôle déterminant à chacune des étapes : planification, mise en œuvre, suivi et évaluation. Les habitants sont invités à étudier l'action proposée, ses objectifs et le plan de durabilité qui l'accompagne. Pour être un succès, elle intégrera un plan de continuité afin que le développement économique de la collectivité continue bien après le départ des bénévoles.

ÉTUDE DE CAS :

ACTION DURABLE « ADOPTER UN VILLAGE » AU CAMBODGE

Au Cambodge, le Rotary club de Phnom Penh s'est associé au district 9800 (Australie) pour monter une action à Bosalla et Krao Boa, dans la province de Kampong Speu. Financée par une subvention mondiale, l'action fait suite à une évaluation révélant l'existence d'un groupe de 800 individus luttant contre la faim, le choléra et la fièvre typhoïde par manque d'eau potable, d'assainissement et de nourriture, et sans accès à des soins de santé et à l'éducation. L'objectif, ambitieux, est d'étendre les efforts déjà entrepris par les Rotariens pour assurer le développement économique à long terme : former des enseignants, créer des écoles, fournir un accès à l'eau potable, sensibiliser à l'hygiène, et lancer la culture du champignon et un élevage de cochons mais aussi un commerce de tissage de la soie.



Des décideurs locaux étudient les plans du futur enclos à cochons.

RESSOURCES

Pour plus d'informations sur ces ressources, consultez le site du Rotary sur www.rotary.org/fr.

Conseillers techniques

Bénévoles rotariens qui offrent leurs compétences et leurs conseils à des Rotariens qui travaillent sur des actions financées par une subvention.

Les différentes phases d'une action

Meilleures pratiques pour sélectionner une action, trouver des ressources, travailler avec des partenaires, mettre en œuvre les activités et les évaluer.

Les Amicales d'action (www.rotary.org/fr/actiongroups)

Groupes autonomes composés de Rotariens et autres bénévoles experts dans un domaine précis, comme le microcrédit ou l'eau et l'assainissement, qui utilisent leur expertise pour participer aux actions des clubs et districts.

Unités de développement communautaires (www.rotary.org/fr/rcc)

Groupes de non-Rotariens qui partagent nos valeurs et notre esprit solidaire en montant des actions locales, et en soutenant les actions de Rotary clubs.

Subventions du Rotary (www.rotary.org/fr/grants)

Fonds octroyés par la Fondation aux Rotary clubs et aux districts pour un large éventail d'actions (actions humanitaires, bourses d'études, formations) montées

par les Rotariens à travers le monde. Les subventions de district financent des activités ponctuelles de petite envergure. Les subventions mondiales financent des activités internationales dont l'objet doit s'inscrire dans l'un des axes stratégiques du Rotary. Leurs résultats doivent être durables et mesurables.

Rotary Ideas (ideas.rotary.org)

Outil collaboratif qui permet aux clubs de diffuser leurs projets et de trouver des partenaires, des bénévoles, des financements et du matériel. Les visiteurs peuvent naviguer parmi les actions, se connecter aux organisateurs et apporter une contribution.

Rotary Showcase (www.rotary.org/showcase)

Réseau social du Rotary qui permet aux clubs de faire connaître leurs actions et d'échanger des idées avec d'autres membres du Rotary à travers le monde.

Équipe de formation professionnelle

Groupe de professionnels qui partent à l'étranger pour dispenser ou recevoir une formation dans un domaine particulier.

SUGGESTIONS DE LECTURE

Les publications suivantes peuvent être téléchargées sur www.rotary.org/fr.

Les axes stratégiques du Rotary

Présentation des six domaines prioritaires du Rotary avec des exemples d'actions.

Outils d'évaluation de la collectivité

Présente huit outils pour aider les Rotary clubs à évaluer une collectivité.

Rendre votre action pérenne en 6 étapes

Présentation succincte pour préparer des actions durables.

Gestion des subventions

Guide sur la réalisation complète d'une action avec une subvention mondiale.

GLOSSAIRE

Coopérative

Une association autonome de personnes qui œuvrent de façon bénévole pour leur intérêt mutuel.

Défaut de paiement

Non-respect des obligations légales d'un prêt.

Déploiement d'une action à une échelle supérieure

Processus visant à intensifier la couverture, l'impact et la pérennité d'une action.

Évaluation de la collectivité

Processus consistant à examiner les points forts et les points faibles d'une collectivité ainsi que ses disparités et ses besoins afin d'établir les problématiques et d'identifier les ressources et la meilleure ligne d'action.

Extrême pauvreté

Extrême privation des besoins humains fondamentaux, notamment de nourriture, d'eau potable, d'installations sanitaires, de soins de santé, d'abri, de sécurité, d'éducation et d'information.

Filet de protection sociale

Un programme économique et social qui cible les personnes pauvres et vulnérables, avec un impact sur le plan de la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Ces systèmes de protection sociale sont assurés soit par l'État, soit par une organisation caritative. Les services proposés (transferts monétaires, fourniture de bons alimentaires, de denrées ou autres) visent à réduire la pauvreté et les inégalités. Ils aident également les populations à ne pas être contraintes de vendre leurs biens essentiels en cas de catastrophe.

Garantie financière

Un bien, tel qu'une habitation, un bétail, du matériel ou des produits agricoles, permettant de garantir le remboursement d'un prêt et de protéger un prêteur contre tout défaut de l'emprunteur.

Groupe de réflexion

Une discussion avec des individus présélectionnés destinée à réunir des informations ou à sonder l'opinion sur un sujet spécifique. Dans le domaine du développement économique et local, les groupes de réflexion offrent un forum délibératif favorable à la diffusion de l'information, à la confiance et à la résolution des problèmes. Ils sont un moyen pour une population d'influer sur les stratégies locales de développement.

Microcrédit

Une petite somme d'argent prêtée à un individu ou à un groupe pour démarrer un commerce.

Modèle « adopter un village »

Une stratégie participative dans laquelle des populations en extrême pauvreté adoptent une approche holistique pour rompre le cycle de la pauvreté. Une approche globale qui vise à investir dans les compétences de prise de décision de certains habitants pour instaurer une stratégie à volets multiples mais néanmoins coordonnée. Ces actions peuvent aussi traiter les questions d'accès à l'eau, d'assainissement, d'hygiène, de santé, d'éducation ou d'autonomie des femmes.

Organisation non gouvernementale (ONG)

Groupe caritatif indépendant de l'État, organisé au plan local, national ou international, et qui répond à des besoins humanitaires et autres pour le bien commun.

Organisation partenaire

Toute organisation ou institution académique reconnue apportant à une action humanitaire une expertise, une infrastructure ou des compétences en matière de plaidoyer, de formation, d'enseignement ou autre.

Organisme de microfinancement

Organisme financier (petite association caritative ou grande entreprise privée) dont les services incluent le crédit, l'épargne, l'assurance et les remises de fonds, et qui cible les clients à faibles revenus, notamment les femmes. Pour les actions faisant appel à du microcrédit, les Rotariens doivent vérifier la réputation de ces organismes avant de signer un protocole d'accord.

Parcelle de démonstration

Une parcelle utilisée pour montrer la valeur de certaines variétés de culture ou des techniques de gestion des sols afin d'améliorer la production. Essentiellement utilisée à des fins d'expérimentation et de formation.

Pérennité

Capacité d'une action ou d'un programme à fonctionner de façon autonome, sans le soutien du Rotary. Le concept est souvent utilisé pour mesurer l'efficacité à long terme d'une action.

Réunion d'information

Ces réunions rassemblent des habitants d'une même commune ou d'un même quartier pour débattre de problématiques locales. Également appelée « forum public ».

NOTES

- 1 <http://undesadspd.org/Poverty/PovertyandEmployment.aspx>
- 2 <http://www.feedthefuture.gov/ftf>
- 3 Clarke, Daniel and Stefan Dercon (2008), « Insurance, Credit, and Safety Nets for the Poor in World of Risk », document préparé pour La Situation économique et sociale dans le monde, 2008, ONU DAES/DPAD
- 4 Poverty and Unemployment Paradox in Nigeria. Egunjobi, Titilayo Adenike. Department of Economics and Business Studies, College of Management Sciences Redeemer's University. Redemption City, Mowe, État d'Ogun, Nigeria
- 5 Banque mondiale (2007a), « Ghana Meeting the Challenge of Accelerated and Shared Growth », Country Economic Memorandum – Vol. III: document d'information, PREM 4, Région Afrique, Banque mondiale, Washington, D.C.
- 6 Tendances mondiales de l'emploi 2014 (BIT)
- 7 <http://donnees.banquemondiale.org/theme/pauvrete>
- 8 <http://donnees.banquemondiale.org/theme/agriculture-et-developpement-rural>
- 9 <http://www.un.org/fr/millenniumgoals/poverty.shtml>
- 10 <http://donnees.banquemondiale.org/theme/pauvrete>
- 11 Kenneth King and Robert Palmer, Skills development and poverty reduction: a state of the art review (2007)
- 12 http://circle.winrock.org/circle_English/Chapter%204.pdf
- 13 <http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2007/06/pdf/basics.pdf>
- 14 <http://www.globalpovertyproject.com>
- 15 http://www.ssireview.org/blog/entry/mainstreaming_gender_lens_investing
- 16 Objectifs du Millénaire pour le développement 2014, Nations Unies
- 17 Nourrir le monde, éradiquer la faim (Sommet mondial sur la Sécurité alimentaire, n.2, 2009)
- 18 Ibid.
- 19 <http://siteresources.worldbank.org/EXTPREMNET/Resources/EP125.pdf>



One Rotary Center
1560 Sherman Avenue
Evanston, IL 60201-3698 États-Unis
www.rotary.org/fr